

Communiqué de PRESSE

Syndicat CGT Finances Publiques – Section de Haute-Garonne
Centre Régional des Finances Publiques, 17 ter Bld Lascrosses 31000 Toulouse
<http://www.dgfip.cgt.fr/31> // ● cgt.drifip31@dgfip.finances.gouv.fr ●

Toulouse, le 13 novembre 2020

Mesdames, Messieurs,

En 2019, la mobilisation de certains élus (pétitions, nombreuses délibérations, interpellation du sous-préfet avec les organisations syndicales ...) avait permis d'enrayer la casse des Finances publiques dans le département.

Si la pandémie de Covid a quelque peu retardé certaines restructurations en début d'année 2020, notre direction, malgré la deuxième vague qui frappe le pays, se refuse à reporter ou annuler son application du plan national de dislocation du réseau de la DGFIP.

Ainsi, un comité technique convoqué le 2 novembre sur le « nouveau réseau de proximité » (NRP) pour l'année 2021, boycotté par l'ensemble des organisations syndicales, a validé plusieurs projets néfastes pour le Comminges.

- le transfert du recouvrement des impôts des trésoreries Saint-Béat (un emploi B supprimé) et Salies-du-Salat (un emploi C supprimé) vers le service impôts des particuliers (SIP) de Saint-Gaudens

- la création d'un accueil de proximité à Saint-Béat et Salies-du-Salat dans le cadre de Maisons France services ou de locaux mis à disposition par la mairie, la Poste, le CCAS ... Ces accueils seront assurés par les agents du SIP de Saint-Gaudens, à des fréquences allant d'une demie à une journée par semaine.

Cette disparition de la mission « recouvrement des impôts » est un prélude à la disparition de ces deux trésoreries, dont le plan initial de l'administration prévoit le transfert d'ici à fin 2022 vers le service de gestion comptable (SGC) de Bagnères de Luchon.

Ces transferts de missions sont un véritable jeu de chaises musicales, sans avis des collectivités concernées, sans cohérence de territoire, sans préoccupation de l'usager. Par ailleurs, ils se font, trop souvent, sans basculement de la totalité des emplois budgétaires dédiés et sans garantie d'affectation d'agents à la date d'effet.

Dans ce cadre, l'agent est un pion, on le déplace ou on le change de mission sans véritable plan de formation.

La création de grosses structures facilite la suppression des emplois. Pour rappel, le ministère des Finances est à nouveau exemplaire en la matière : le projet de loi de Finances (PLF) 2021 prévoit - 2 163 emplois. Combien pour la Haute-Garonne et le Comminges ?

La spécialisation des structures préfigure aussi l'externalisation des missions, comme dernièrement avec le paiement chez les buralistes, qui préfigure la fermeture des caisses (paiement en numéraire et carte bancaire) au sein de nos services.

Le paiement en espèces chez les buralistes, par le biais de la Française des Jeux (société récemment privatisée) de toutes les factures fiscales, communales, des amendes ... va entraîner la fermeture des caisses de toutes les trésoreries de France au 2ème trimestre 2021.

Pour la Haute-Garonne, seules les caisses des trésoreries de Saint-Gaudens et Toulouse devraient rester ouvertes après le mois d'avril. Les buralistes du Comminges acceptant à ce jour ces paiements se situent à Cazères, Saint-Gaudens et Bagnères de Luchon.

Pour les personnes habitant autour de Salies du Salat, Montréjeau, Saint-Béat, et surtout les personnes les plus fragiles, l'accès à un paiement de proximité, promis par nos dirigeants, sera de fait supprimé.

Si rien n'est fait pour l'empêcher, ces trois localités, ainsi que Cazères, perdront leur trésorerie d'ici 2023 au plus tard, selon la volonté actuelle de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP).

Les permanences, instaurées en lieu et place des services de pleine compétence, sont un véritable transfert de charge vers les collectivités locales qui doivent mettre à disposition, de façon gracieuse, le mobilier et les locaux (avec salle d'attente), sans parler des personnels de la collectivité amenés à prendre des rendez-vous pour l'accueil fiscal de proximité.

En cette période de campagne de recouvrement des impôts locaux 2020, l'accueil des centres des Finances publiques, qu'il soit physique ou téléphonique, est nettement plus important que lors de la même campagne 2019. Preuve, s'il en était, de la nécessité d'un accueil fiscal de proximité de pleine compétence.

Pour ce deuxième confinement dans le cadre de la pandémie de Covid-19, le président de la République a décidé de maintenir les services publics ouverts. Les personnels répondront une fois de plus présents. De même, dans le contexte actuel « vigipirate attentat », on ne peut pas un coup se gargariser des valeurs de la République, notamment la laïcité, au travers de ses services publics, et une autre fois les rayer de la carte.

Malgré la demande des organisations syndicales d'annuler le « NRP » 2021, la DRFiP 31 fait fi du contexte économique, sanitaire et social et passe en force.

La CGT Finances publiques a écrit, de nouveau, aux élus nationaux et locaux du Comminges pour leur réaffirmer qu'il est plus que jamais nécessaire, aujourd'hui, de se mobiliser, ensemble, personnels, population et élus pour garder et développer le service public de proximité et de pleine compétence. Nous sommes face à un réel choix de société.

Nous restons à votre disposition pour toute rencontre ou complément d'information.

Nous vous prions d'accepter, Mesdames, Messieurs, nos salutations militantes.

Estelle MOLLO-GENE



Secrétaire CGT Finances publiques 31

Jean-Marc SERVEL



Secrétaire CGT Finances publiques 31

Contacts Presse :

Pierre-Emmanuel BENZAKEN, CGT Finances publiques 31 : 06 08 77 36 44